

**Un demi-siècle d'indépendances en Afrique :
paradoxes et perplexités**

par

le Professeur Louis Sabourin

Causerie prononcée lors du
Midi du GERFI
à l'ENAP-Montréal
en téléconférence avec l'ENAP-Québec et l'ENAP-Gatineau
le 17 novembre 2010

Un enfant sur quatre qui naît aujourd’hui sur la planète est en Afrique; un tel phénomène ne peut pas passer inaperçu dans un monde de plus en plus médiatisé et de plus en plus interdépendant; mais savons-nous en percevoir le sens profond et la portée inévitable? Je n’en suis pas tout-à-fait persuadé mais, je souhaiterais que ce fait incontournable soit au cœur de toutes les réflexions sur l’Afrique après 50 ans d’indépendance, en particulier de la présente analyse sur ce que j’appellerai *le paradoxe africain et la perplexité* que le continent soulève chez un observateur certes critique mais rempli d’attention et d’affection envers ses populations depuis plus de cinq décennies. Je le fais un peu comme un médecin qui, au-delà de l’amitié réelle qu’il a pour un de ses amis très proches qui le consulte, doit lui dire ce qui va bien et moins bien chez lui. C’est avant tout un souci de quête de vérité et de qualité ainsi que dans un refus d’un « double langage » qui entraînerait un faux diagnostic, au nom de cette même amitié.

Je reconnais au départ qu’il est impossible ici de faire une analyse complète d’une Afrique aux milles facettes. C’est pourquoi je délimiterai mon propos en mettant l’accent principalement sur quatre points. Premièrement, en introduction, je formulerai quelques observations personnelles quant au contexte, aux sources et à des études sur le sujet. Deuxièmement, j’examinerai certaines failles et défaillances africaines. Troisièmement, je traiterai de perspectives plus encourageantes. En conclusion, je dirai quelques mots concernant l’évolution des rapports entre le Canada et l’Afrique. Je m’efforcerai de respecter le temps qui m’est imparti, afin que nous puissions passer comme prévu à la période de questions pendant laquelle il me fera plaisir d’aborder des aspects qu’il ne me sera pas possible d’évoquer dans la présente synthèse que je souhaite à la fois pertinente et stimulante.

I

Lorsque je revenais de mes premiers séjours en Afrique, au lendemain des indépendances, j'étais convaincu de « savoir » ce qui s'y passait. Après plus de cinquante ans, et après avoir été dans quarante-quatre des cinquante-trois États qui forment l'Afrique, je suis convaincu que je connais très peu de choses sur plusieurs aspects de ce vaste continent. J'ai une grande admiration pour celles et ceux qui affirment connaître d'emblée la civilisation africaine, depuis sa préhistoire --- alors et où les premiers êtres humains sur terre seraient apparus --- et son histoire, sa géologie et sa géographie, sa culture et son agriculture, son économie et son industrie, sa politique et sa musique, ses traditions et ses religions. On me pardonnera si j'ose affirmer que je suis maintenant fort réservé à l'endroit de nombreuses assertions et généralisations sur l'Afrique entière par d'aucuns à la suite d'un bref séjour dans un domaine précis effectué dans un seul pays. L'Afrique est si immense et si multiple : elle exige des visions et des analyses qui tiennent compte de sa diversité et de sa pluralité. On éviterait ainsi beaucoup de malentendus.

Ainsi, quiconque a mis les pieds en Mauritanie sait que la situation là-bas a peu de similitudes avec celle qui prévaut en Afrique du Sud. Quiconque a séjourné, ne fût qu'un jour, au Bénin ou au Togo sait que le contexte y est fort différent de celui de Madagascar, de l'Ile Maurice, des Seychelles et des Comores. On devrait savoir aussi que l'Égypte et les pays du Maghreb, déjà très différents entre eux, ont des histoires et des milieux qui ont peu de similitudes avec la plupart des États au sud du Sahara. En réalité, j'en suis venu à penser que si l'Afrique peut se définir au singulier, elle doit se composer

et se décliner au pluriel. Je ne crois pas me tromper en disant que son passé est encore *indéfini*, son présent est moins que *parfait* et son futur est au *conditionnel*.

L'Afrique est certes *une* sur le plan continental mais en réalité elle représente une myriade de 53 États, dont dix-sept seulement ont acquis l'indépendance en 1960. On ne connaît pas la date de l'indépendance de l'Éthiopie car les origines du Royaume de Saba avec sa quarantaine d'ethnies, parlant plus de 70 langues et 200 dialectes remontent au moins au quatrième siècle avant Jésus-Christ. L'indépendance du Libéria survint en 1847 à la suite de l'action des esclaves noirs américains libérés; l'Union sud-africaine fut créée en 1910, l'Égypte a acquis une première indépendance en 1922, la Lybie en 1951, le Soudan, le Maroc et la Tunisie en 1956, le Ghana en 1957 et la Guinée en 1958. La plupart des pays francophones et anglophones devinrent indépendants pendant les années 1960 et 1970. Les pays de mouvance portugaise, en 1974-1975. Les derniers à y accéder furent le Zimbabwe en 1980, la Namibie en 1990 et l'Érythrée en 1993. À l'exception des petites enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc et surtout de l'immense Sahara occidental où le Front du Polisario --- appuyé par l'Algérie --- est toujours en lutte contre le régime de Rabat, l'ensemble des territoires africains est maintenant indépendant. Étonnamment, les frontières ressemblent encore à celles fixées à Berlin en 1885, du moins en ce qui concerne les grandes régions au sud de l'Afrique du Nord, c'est-à-dire l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'Océan indien.

Les rivalités coloniales ont provoqué l'émiettement, la parcellisation, la balkanisation et ainsi la naissance d'une multitude de pays. L'Afrique est le continent qui regroupe le

plus grand nombre d'États, en fait plus que l'Asie. La colonisation a défini la nature de son économie par les formes qu'elle a revêtues, colonie d'exploitation ou de peuplement. Elle explique largement l'importance des plantations (cacao, café, palmier à huile, arachide), de l'extraction minière (pétrole, cuivre, manganèse, métaux rares et précieux) et en contrepartie la fréquente insuffisance de cultures vivrières et de transformation.

La carte de l'Afrique d'aujourd'hui a été reconnue par l'ensemble des États fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine en 1963. Certes, il existe des désaccords et il y a eu des conflits à ce sujet, du côté de la Somalie, de l'Érythrée et de l'Éthiopie, du Maroc et même du Mali, mais dans l'ensemble le jeu n'en vaut pas la chandelle pour des autorités qui sont très jalouses de leur souveraineté sur le territoire qu'elles possèdent aujourd'hui. Et ce n'est pas demain la veille que ceci changera, à mes yeux, malgré les efforts de Kadhafi pour établir ce qu'il appelle les États-Unis d'Afrique. Il ne se contente pas de plaider pour une monnaie commune, une banque centrale unique, un passeport unique, une armée unique. Comme il n'arrive même pas à s'entendre avec ses voisins du Maghreb et avec les chefs d'État en titre, il a réuni pour la deuxième fois, en septembre dernier, des chefs coutumiers en costumes traditionnels venant de toutes les régions du continent. Il a même proposé qu'une religion commune soit établie dans ses États-Unis d'Afrique. On sait d'avance qu'elle serait cette religion et qui serait « le roi des rois »!

Je ne voudrais pas m'étendre longuement sur la genèse des indépendances africaines : il existe de nombreuses écoles de pensée. Pour d'aucuns, les pays européens, notamment la Grande Bretagne, la France, la Belgique, l'Espagne et le Portugal, en seraient venus à la conclusion qu'étant donné le coût excessif requis pour tenir leurs colonies, il valait

mieux les laisser aller. Il faut souligner que les anciennes colonies allemandes du Togo, du Cameroun, de la Namibie, du Tanganyika et du Burundi étaient passées sous mandat britannique, belge et français, avec la SDN en 1918 puis en régime de tutelle établi par l'ONU en 1945.

D'autres soutiennent que les indépendances seraient le fruit des aspirations des élites et aussi des réclamations d'anciens combattants qui avaient eu l'occasion de se frotter en Europe à des gens qui leur avaient parlé des vertus de l'indépendance. Enfin, un groupe d'analystes, dont je suis, croient qu'en plus de ces facteurs qui sont certes valables, l'action de pays, d'organisations internationales, de mouvements et de gens qui avaient établi le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la Charte des Nations Unies et les intérêts de nouvelles puissances qui voulaient réduire le pouvoir de l'ancienne Europe ont joué un rôle singulier dans cette montée des indépendances africaines, lesquelles ont presque toutes eu lieu après la Conférence de Bandoeng de 1955 où, sous la pression de l'Inde, de l'Indonésie et de la Chine, apparurent les concepts du Tiers monde et de l'affirmation des droits de ces pays à se débarrasser des chaînes de l'impérialisme et du colonialisme.

Or, un peu partout en Afrique, malgré les indépendances, malgré l'émancipation réclamée par Bourguiba, la fin de la servitude exigée par N'Nkrumah, la négritude chantée par Senghor, la révolution proclamée par Sékou Touré, le modernisme prophétisé par Houphouët-Boigny, l'authenticité dictée par Mobutu, le Livre vert rédigé par Kadhafi, la lutte contre l'apartheid menée par Mandala, bien des pans du contexte colonial ont perduré: sur les plans linguistique, institutionnel, administratif, judiciaire et

monétaire – on songe à l'établissement du CFA dans plusieurs États de mouvance française -- et dans plusieurs autres domaines comme la formation militaire. Il était impossible qu'il en fût autrement du jour au lendemain.

Cependant, on a assisté graduellement à des mutations significatives et à la montée de nouveaux acteurs, notamment dans le contexte de la guerre froide avec la présence des États-Unis, de la Russie, des pays de l'Europe de l'Est et de Cuba, à la suite du génocide au Rwanda qui mènera son nouveau Président à s'éloigner de la francophonie, dans celui de l'après 11 septembre avec la montée du terrorisme au Sahel, et évidemment, avec la course pour l'exploitation et l'acquisition des ressources naturelles qui ont amené, à côté de la plupart des pays de l'OCDE, la présence de la Chine, l'Inde, le Brésil, la Corée du Sud, la Turquie, la Malaisie, Taiwan et des États du Moyen Orient et l'Iran sans oublier le Canada et d'autres États et entités internationales. Ces nouveaux acteurs accordent certes de l'aide, font du commerce, exploitent les ressources naturelles mais achètent aussi de vastes terres et territoires pour les cultiver eux-mêmes ou pour leurs fins propres. Je pourrai revenir sur ces sujets durant la période de questions, notamment sur la présence de la Chine sur le continent laquelle est source à la fois d'émotions chez un nombre croissant de dirigeants et d'inquiétudes chez des petits commerçants qui sont perturbés par ce qu'ils appellent la concurrence déloyale des nouveaux venus chinois qui, en nombre croissant, installent leurs boutiques et mêmes leurs étalages à côté des leurs.

Comme je ne peux examiner ici tous les éléments, même saillants --- comme l'importance du « sacré » et des relations humaines --- qui me viennent à l'esprit, j'ai préparé un dossier comportant une bibliographie sélective d'ouvrages et d'articles sur

l'Afrique et sur les rapports du Canada avec cette région du monde. Pour faire le point aux plans politique et économique surtout, je recommanderais d'abord la consultation de *L'État de l'Afrique 2010*, publié aux éditions Jeune Afrique. Pour saisir et comprendre l'âme africaine, je vous suggère, la lecture du remarquable livre de R. Kapuscinski, *Ébène. Aventures africaines*, paru chez Plon en 2000.

Les ouvrages décrivant les problèmes de l'Afrique sont légions, depuis celui de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie* parue au Seuil en 1962 jusqu'à celui de Dambisa Moyo, *Dead Aid*, dont la traduction française, *L'Aide fatale*, publiée chez Lattès, en 2009, fait présentement un tabac. En revanche, certains rapports de grandes sociétés de consultants présentent, depuis un an environ, des analyses très positives concernant les prévisions économiques du continent dans le but évident d'encourager les investissements. Si vous êtes en besoin de pulsions encore plus allégoriques, vous pouvez vous satisfaire, vous encourager ou vous consoler, en prenant connaissance de *L'Afrique va bien* de Matthas Leridon, paru l'été dernier, aux éditions Nouveaux débats publics. Pour une lecture plus équilibrée et plus sereine, je vous propose le récent ouvrage d'Olivier Ray et Jean-Michel Severino, *Le temps de l'Afrique*, publié en mars 2010 chez Odile Jacob. Ce dernier ouvrage a le mérite non seulement de faire état des problèmes évidents et incontournables de l'Afrique contemporaine, mais aussi des aspects qui représentent des sources d'espoir, ce que je souhaiterais faire dans les deux points suivants. Voyons d'abord les problèmes et les défaillances.

II

Problèmes et défaillances

Il n'est pas incongru de se demander pourquoi les populations africaines en général n'ont pas beaucoup festoyé à l'occasion du cinquantième anniversaire de leur propre indépendance. On a même vu, l'été dernier, d'immenses foules à Kinshasa, accueillir le Roi des Belges, Albert II, en se rappelant mutuellement « le bon vieux temps » d'avant l'indépendance!

En réalité, peu après la fin de l'ère coloniale, sont apparus un peu partout en Afrique, des États à parti unique où a commencé à régner le culte de la personnalité, de la prébende, du musèlement de l'opposition et des intellectuels, l'impunité des dirigeants et de leurs entourages. A maints endroits, le pouvoir est tombé aux mains des militaires qui l'ont bien gardé, en dépit de nombreuses élections. J'insiste pour souligner que les États africains ont connu des évolutions souvent fort différentes; ainsi, certains ont eu une évolution pacifique alors que d'autres ont été impliqués dans des guerres et des conflits tragiques, depuis l'Algérie, le Nigéria jusqu'au Congo, depuis l'Ouganda, l'Angola jusqu'au Rwanda, depuis la Somalie, l'Éthiopie, l'Érythrée jusqu'au Soudan en passant par la Casamance, le Tchad, le Libéria et le Sierra Leone, pour en donner certains exemples. Plusieurs pays se sont engouffrés dans des aventures marxistes qui ont freiné le progrès économique, comme ce fut le cas au Bénin et au Congo-Brazzaville ou dans des expériences socialisantes comme on l'a vu en Tanzanie et en Algérie. Presqu'aucun pays au sud du Sahara n'a réussi vraiment à sortir la majorité de ses habitants du sous-développement. On se souvient des frasques rocambolesques d'Amin Dada en Ouganda

et de Bokassa en République centrafricaine, ubuesques de Mobutu au Zaïre, de Mugabe au Zimbabwe et grotesques de Charles Taylor au Libéria. On comprend alors pourquoi il existe tant de désillusions après 50 ans d'indépendance, face à tant de mauvaise gouvernance et de manque de transparence. En fait, pourquoi l'Afrique en est-elle arrivée là? J'analyserai cette question en m'appuyant sur des faits indéniables et sur des observations formulées par des personnalités africaines elles-mêmes qui ne cachent pas leurs déceptions et leurs frustrations, ne dissimulent pas leurs douleurs et leurs malheurs.

- 1) L'Afrique, malgré plusieurs décennies d'indépendance, est toujours marginalisée sur la scène internationale. Sa part dans le commerce mondial n'a fait que baisser entre 1960 et 2000. Elle commence à se stabiliser. La place et l'influence de l'Afrique dans les grandes organisations économiques mondiales sont minimes. La photo prise lors du dernier sommet du G-20 à Séoul le démontre abondamment, avec la seule présence de l'Afrique du Sud.
- 2) En dépit de toutes les déclarations officielles formulées à ce sujet, le rêve d'une véritable unité africaine est restée une illusion malgré l'établissement en 2000 d'une nouvelle institution continentale, l'Union africaine, dont le traité est copié littéralement sur celui de l'Union européenne, mais n'en a que l'allure et non l'esprit, les programmes et les moyens. Ceci n'empêche pas l'Afrique de battre tous les records au chapitre du nombre des organisations interétatiques. Il existe maintenant plus de 225 organisations internationales en Afrique. Il y a là certes des besoins transfrontaliers à combler, mais trop souvent, il s'agit de coquilles vides.

- 3) L'Afrique a été affectée négativement par les programmes d'ajustements structurels prônés par le FMI et la Banque mondiale ainsi que par la dégradation des termes de l'échange. Ainsi, plusieurs pays non producteurs de pétrole ont vu augmenter le prix de cette ressource, ainsi que celui des services et des biens importés alors que les revenus provenant de leurs propres produits agricoles, dont le coton, diminuaient. Les données ont cependant changé à plusieurs reprises, créant ainsi beaucoup d'instabilité, en particulier dans les pays les plus pauvres qui n'ont pas d'accès à la mer.
- 4) L'Afrique sera sans doute le seul continent qui, globalement, n'atteindra pas en 2015 les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en matière de santé et d'éducation. La queue de liste de l'Index du développement humain est toujours occupée par une vingtaine de pays africains au sud du Sahara. La gravité de la crise du VIH-sida est très préoccupante, tout comme celles des réfugiés.
- 5) L'Afrique est effectivement à la traîne dans presque tous les grands dossiers qui vont du respect de l'environnement à celui des droits humains. Les changements climatiques ont des conséquences très défavorables. La déforestation sauvage et la désertification, l'amoncellement de produits toxiques deviennent des sujets de grandes inquiétudes comme le trafic des armes, des pierres précieuses, de la drogue et des enfants-soldats ou esclaves.
- 6) Malgré tous les efforts pour changer la donne, notamment lors de la Coupe du monde en Afrique du Sud, l'été dernier, l'Afrique a beaucoup de difficultés à se dégager d'une image très liée à la pauvreté, aux inégalités, au sida, aux

abus de pouvoir et aux actes de piraterie maritime. En réalité, l'Afrique répond à ce que je nommerai ici l'archétype des dix « C », à savoir les :

1. crises politiques et sociales à répétition
2. conflits internes et régionaux
3. corruption endémique, illustrée cruellement cette semaine par la réouverture à Paris, du procès portant sur les biens mal acquis par les dirigeants du Gabon, du Congo-Brazzaville et surtout de la Guinée-Équatoriale
4. croissance démographique exponentielle
5. contexte économique déprimant pour une majorité des populations
6. culture du pouvoir personnel, traditionnel et autoritaire
7. complexe de la victimisation face à l'Histoire et à la traite négrière, comme l'a dénoncé si courageusement le professeur Ibranama Thioud dans le *Monde* du 30 mai 2010
8. colonialisme de type nouveau, notamment de nouvelles formes de dépendances et d'aliénations causées non seulement par des multinationales, souvent pilleuses, presque toujours gourmandes et arrogantes, mais aussi par des fraudeurs et des prédateurs locaux dépourvus de tout sens d'éthique
9. clivage entre la modernisation et la modernité où les traditions ethniques et les anciennes et nouvelles convictions religieuses jouent un rôle singulier face aux forces montantes du marché et du marketing
10. cinquantième : y-a-t-il de quoi fêter?

Ces phénomènes sont régulièrement dénoncés par de nombreux Africains eux-mêmes. Ainsi, je vous ai remis un document publié par l'historien et politologue camerounais, Achille Mbembe, un des intellectuels les plus respectés de l'Afrique noire. Dans ce texte, publié d'abord dans le *Messenger de Douala* et repris par *Libération*, il énumère des tendances lourdes qui plombent l'avenir de l'Afrique où, selon lui, l'on vit de facto sous le joug des chefferies masquées. Il déplore :

- 1) L'absence d'une pensée démocratique qui proposerait une alternative au modèle prédateur en vigueur à peu près partout.
- 2) L'absence de toute forme de révolution sociale radicale.
- 3) Le caractère sénile du pouvoir africain et de la majorité des administrations.
- 4) Le désir généralisé de défection et de désertion de milliers d'Africains qui veulent vivre n'importe où sauf chez eux.
- 5) « L'apparition d'une sorte de « gangstérisation » de la vie individuelle et collective dans une recherche tragique de la survie. S'en suit une culture de racket, de l'émeute sanglante et sans lendemain qui tourne à la guerre du pillage. Cette sorte de populisme sanglant serait mobilisé par les forces sociales qui, ayant colonisé l'État, en ont fait l'instrument de leur enrichissement personnel, ou simplement une source d'accaparements en tout genre. »

Voilà certes un jugement fort sévère, péremptoire qui nous fait comprendre, entre autres choses, pourquoi le professeur Mbembe vit maintenant à Johannesburg... S'il a le mérite de la grande franchise, il mériterait d'être plus nuancé, du moins en ce qui a trait à

certains États qui font des efforts réels pour redresser la situation, comme c'est le cas au Botswana, en Namibie et, par-dessus tout, à l'île Maurice qui est cas très à part.

III

Des raisons d'espérer

Si, au cours des cinq dernières décennies --- à partir de tant de conflits, de dictatures et de corruption, de faim, de misère, dont la famine d'Éthiopie, la sécheresse au Sahel et le VIH-sida en Afrique australe --- on a pu tirer des clichés négatifs de l'Afrique et établir un triste bilan des 50 ans d'indépendance, le temps est approprié, à mes yeux, pour mieux saisir les enjeux de l'Afrique d'aujourd'hui et surtout de demain, à l'ère de la mondialisation. Malgré l'ampleur des problèmes que l'Afrique doit assumer en grande partie, elle a droit en même temps d'être mieux perçue non pas à travers des lunettes roses mais avec des yeux lucides. L'Afrique ne disparaîtra pas demain. Malgré toutes ses dérives que je viens d'énoncer, l'Afrique ne partira pas à la dérive. Et si son sort dépend d'abord d'elle-même, il est aussi évident que celui-ci s'inscrit dans une dynamique mondiale où l'on retrouve, comme je l'ai déjà signalé, un nombre croissant d'acteurs qui s'intéressent à elle. On est donc en présence de défis à dimensions multiples. Je serais porté à dire à géométries variables. On risque d'avoir à la fois des succès et des échecs, selon les lieux et les domaines d'activité.

Si d'un côté, je suis convaincu qu'un destin meilleur est possible, et qu'il doive commencer dans l'esprit des Africains eux-mêmes, je suis persuadé, d'un autre côté, que ceux-ci doivent pouvoir vivre dans un contexte qui les encourage et facilite la réalisation

de leur progrès. Le leadership et le savoir sont déterminants, comme on l'a vu dans plusieurs États asiatiques. On oublie trop souvent que la Corée du Sud était au niveau du Ghana au lendemain de la guerre en 1953. Pourquoi ces cheminements si hétérogènes? Pour en saisir le sens, il est indispensable d'aller au-delà des mythes, des clichés et des discours creux et il faut avoir le courage de poser les vraies questions comme : « Comment se fait-il que nous en sommes là? ». Je le répète, le développement n'est possible et réalisable que si le milieu le permet. Et, dès le départ, le facteur démographique peut agir dans un sens positif ou négatif, selon la manière dont il est perçu et géré.

* * *

Il y avait 250 millions d'Africains lors de mon premier voyage sur le continent. Il y en a environ un milliard, maintenant. Il devrait y en avoir près de deux milliards en 2050, c'est-à-dire dans moins de 40 ans. Lorsque j'ai connu Abidjan, il y avait 82,000 habitants; il y en a plus de quatre millions aujourd'hui; 32,000 à Niamey pour plus d'un million maintenant; 56,000 à Bamako pour environ deux millions en 2010 où plus de 75% de la population n'a ni égout, ni eau courante, ce qui n'a pas empêché le Mali d'établir l'une des démocraties les plus attachantes.

Une telle explosion démographique --- l'Afrique compte maintenant 38 villes qui ont plus d'un million d'habitants --- a des conséquences souvent tragiques et pose des défis quasi insurmontables. Il faut voir Nairobi et Lagos pour s'en convaincre! Plus de 60% de cette population a moins de 20 ans, ce qui représente un potentiel de développement

exceptionnel, avec une demande accrue de biens et de services, comme on l'a vu en Chine, en Inde et au Brésil; mais, inévitablement certaines conditions doivent prévaloir, à commencer par des leadership éclairés, des projets de développement bien conçus et articulés, une masse critique de compétences, des investissements, des emplois rémunérés et des ressources humaines bien formées, ressources que l'on trouve de plus en plus dans la majorité des pays africains. C'est sur elles que reposent les espoirs de l'Afrique. A ce chapitre, les changements avec la situation existante, il y a 50 ans, sont majeurs. Les métamorphoses sautent aux yeux et partout on rencontre des gens fort compétents. Mais trop d'entre eux ne peuvent mettre leurs compétences au service de leurs compatriotes.

D'autres faits positifs : en plus d'un potentiel énergétique et agricole exceptionnel, l'Afrique possède d'immenses réserves forestières et minérales, en particulier le pétrole et le gaz, dont les puissances étrangères ont grandement besoin. De plus, songeons que, sur le plan alimentaire, le Soudan à lui seul pourrait nourrir toute l'Afrique au Sud du Sahara, mais le conflit du Darfour est toujours là et le référendum prévu pour le début de 2011, s'il a lieu, n'apportera pas rapidement de suites significatives au chapitre du développement social et économique.

Si l'Afrique a subi les effets de la récente crise économique en Occident, elle a réussi, cette année, à remonter la pente avec une croissance prévue de 6% à 7%. L'Afrique est devenue un continent fort convoité par les investisseurs venant des pays que j'ai mentionnés plus haut. Les institutions bancaires et financières sont en pleine innovation et repositionnement; la Banque africaine de développement triplera son capital, l'an prochain. Les infrastructures et les industries deviennent de plus en plus dynamiques en Afrique du Sud, au Maroc, en Égypte, en Algérie et à Maurice.

Le produit per capita a fait des bonds notables en Lybie, au Botswana et à Maurice. Ce qui frappe directement lorsqu'on arrive aujourd'hui dans la plupart des capitales, à côté des foules de gens déambulant ou gisant à maints endroits, à côté de la poussière et de la malpropreté ambiantes, de la circulation bruyante et parfois hallucinante ainsi que l'abondance de la publicité, des petits et grands marchés remplis à craquer de biens durables et de consommation, à côté de vastes bidonvilles juxtaposés à des quartiers occupés par les notables et les expatriés, ce sont les transformations technologiques fascinantes au plan de l'informatique, des télécommunications ---les portables pullulent -- - des médias, du monde du spectacle, de la mode et des sports --- ce qui galvanise surtout la jeunesse --- ainsi que la place des femmes dans le commerce, ce qui n'est pas vraiment une nouveauté. Il n'y a pas de doute que les progrès scientifiques et technologiques ont déjà et auront davantage d'impacts significatifs un peu partout en Afrique. La télévision est maintenant implantée à peu près partout et l'usage d'internet est de plus en plus répandu.

Malgré les problèmes évoqués précédemment, des percées démocratiques ont eu lieu à plusieurs endroits. De plus, grâce à des journalistes courageux, on y trouve de plus en plus une presse indépendante et des ondes indépendantes incluant des radios locales. On a assisté à des transitions démocratiques exceptionnelles, en particulier au Sénégal, mais la situation actuelle est inquiétante ; c'est dans une ambiance morose face à une monstrueuse statue dite de la renaissance africaine qu'a été marqué le 50^{ème} anniversaire de l'indépendance. La « chose », surplombant le quartier pauvre de Ouakam de Dakar, a été construite par les Coréens du Nord sur un terrain cédé par l'État mais dont le propriétaire est nul autre que le président du pays, l'ineffable et mégalomane Abdalouye

Wade qui s'en dit le concepteur et exige une part des recettes provenant des visites au sommet de la statue. Présentement, il s'affaire à assurer la succession de son fils à la tête du pays. On se croirait aussi en Corée du Nord à ce chapitre! Cette statue de style stalinien plus haute que la statue de la Liberté, représente un homme au muscle puissant portant un enfant sur un avant-bras et, de l'autre main entraîne sa femme vers ce qui semble un avenir radieux. Pour le moment, cet avenir est loin d'être radieux, au Sénégal, pays où l'on retrouve l'un des plus grand nombre de jeunes désespérés vers la périlleuse aventure de l'immigration clandestine vers l'Europe ou plus officielle vers les Amériques.

Tout cela me ramène hélas aux défaillances plutôt qu'aux aspects positifs que je voudrais mettre en valeur. Or, il faut l'admettre, il s'agit trop souvent de la dure réalité africaine. Des progrès sont visibles mais des obstacles de diverses natures en font diminuer la portée. Ainsi, dit-on, il y a des progrès très importants au plan économique et sur la place des femmes en Tunisie, au Maroc, mais il reste tant à faire au plan de la mise en place d'une démocratie réelle. Ainsi, le gouvernement tunisien contrôle encore le système internet. Oui, la Cour pénale internationale fait des gains, mais le Président du Soudan, placé sous mandat d'arrêt, peut aller presque n'importe où en Afrique sans crainte d'être ennuyé. Oui, il se tient des élections dans presque tous les pays --- ce mois-ci, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et en Égypte --- mais il a aussi des coups d'États et des tentatives de coups d'État. Oui, on a réussi à mettre fin à l'apartheid et Mandela est l'une des personnalités les plus adulées dans le monde, mais l'Afrique du Sud est en train de devenir l'un des États où la violence est la plus répandue. Oui, le nombre des conflits a beaucoup diminué en Afrique, mais il en existe toujours une douzaine, notamment en

Somalie, au Darfour et en République démocratique du Congo où, en quelques années, trois à quatre millions de personnes ont été tuées, sont mortes de faim, de maladies, de misère sans oublier les viols collectifs de femmes. Il y a certes beaucoup de « oui » sauf qu'il existe encore trop de « mais » en Afrique. Et c'est ce qui atténue la portée des rêves africains. Si d'une part, je suis de ceux qui croient que, tout en étant lucide et conscient des problèmes et des embûches, il ne faut pas laisser tomber les bras, je dois admettre, d'autre part, que ces convictions sont souvent ébranlées par des situations qu'on ne peut ni contrôler, ni influencer.

A ce sujet, il convient de signaler la publication l'été dernier, d'une étude par deux universitaires, Xavier Sala i Martin, un économiste catalan qui enseigne à l'Université Columbia et Maxim Pinkovski, étudiant au doctorat au Massachusetts Institute of Technology intitulée « *En Afrique, la pauvreté recule bien plus vite qu'on ne le pense* » publié par National Bureau of Economic Research. Ils affirment que depuis 1995 la pauvreté n'a cessé de reculer à peu près dans toutes les régions en Afrique. Ils égratignent au passage des organismes internationaux comme le PNUD et de nombreuses ONGs qui auraient intérêt à présenter les choses de façon négative afin de stimuler les dons. Si tout va bien, c'est leur carrière qui chancelle, leur emploi qui disparaît. De son côté, le professeur William Easterly de l'Université de New York a soutenu dans un article publié dans la revue *World Development* au début 2008, que les objectifs du Millénaire pour le développement ont été fixés de manière à ce que les pays africains ne puissent pas les atteindre. Je suis un peu sceptique au sujet de l'exactitude de ces affirmations, surtout en ce qui a trait aux Objectifs du Millénaire pour le développement, mais voilà de quoi jaser et faire jaser dans les chaumières universitaires et les institutions

internationales, mais beaucoup moins sur le terrain en Afrique, où ce genre de débats a peu d'échos.

Conclusion : les relations canado-africaines

J'en viens maintenant à ma conclusion qui portera sur les rapports entre le Canada et l'Afrique. Il y a cinq décennies environ, quand on me disait un peu naïvement et pompeusement : « Ah, vous avez fait l'Afrique? » Je répondais : « Je n'ai pas fait l'Afrique; mais j'y travaille et je cherche à établir des ponts plutôt qu'ériger des barrières ». De manière idéaliste, je croyais en ce que j'appelais alors la théorie des vases communicants dans le long terme...

Les liens du Canada avec l'Afrique étaient, à l'époque, assez simples et modestes. Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus complexe et me laisse, je dois l'avouer, fort dubitatif car mes convictions idéalistes ont été, au fil des ans, solidement échaudées aussi bien en Afrique qu'au Canada, mais pas au point de lancer la serviette et de tourner la page. Bien au contraire! Dans une dizaine de jours, je retrouverai en Afrique, des collègues, anciens étudiants et des amis qui me sont très chers pour y faire le point sur des projets de coopération et pour y marquer et célébrer plusieurs anniversaires.

Lors de mes premiers séjours, je rencontrais surtout des missionnaires canadiens aussi bien catholiques que protestants qui, pour la plupart, étaient bien intégrés auprès des populations locales au point de parler des langues vernaculaires. On les retrouvait surtout dans l'éducation, la santé et l'agriculture et je ne cache pas que j'ai développé un respect certain pour la très grande majorité d'entre elles et eux. On oublie trop souvent

aujourd'hui que ce sont les Oblats canadiens qui ont établi l'Université du Lesotho, les Jésuites, l'Université d'Addis Abeba et les Dominicains, avec le Père Lévesque, qui ont mis en place l'Université du Rwanda. Les Africains n'ont pas oublié l'œuvre humanitaire que des religieuses, des frères et des prêtres, originaires du Canada, en particulier du Québec, ont laissé dans leur pays.

Je rencontrais aussi quelques compatriotes qui œuvraient pour des organismes de l'ONU ainsi que des diplomates canadiens dans certains pays, en Égypte, en Afrique du Sud, au Nigeria, au Cameroun. J'ai vu ensuite l'établissement de presque toutes les autres ambassades et les bureaux de l'ACDI où il m'arrivait régulièrement d'y revoir d'anciens étudiants qui m'ont beaucoup appuyé dans la mise en œuvre de projets de coopération dont certains ont bien tenu le coup contre vents et marées, alors que d'autres, notamment au Zaïre et à Madagascar, ont été, à mon grand regret, des échecs qui m'ont fait perdre certaines de mes illusions mais gagner de l'expérience qui m'a été fort utile par la suite. Il n'est pas inintéressant de souligner que je participais à une réunion dans l'Assemblée nationale du Burkina Faso lorsqu'on m'a informé de mon élection à la présidence du Centre de développement de l'OCDE où j'ai pu continuer à m'intéresser à l'Afrique et à y aller régulièrement, comme ce fut le cas, à la suite de mon installation à Montréal.

Enfin, à côté de quelques aventuriers et de commerçants intrépides, j'ai connu les premiers coopérants d'ONGs canadiennes, en particulier du SUCO, les pionniers des programmes de l'ACDI, des représentants d'AICAN en Guinée, de sociétés de conseil, tel CEGIR, et d'ingénieurs, tels Lavalin et SNC, impliqués dans les premiers grands projets d'aide du Canada comme la construction de routes --- dont celle de « l'unité » au Niger---

de barrages, de lignes d'électricité et de communication. C'est grâce au bureau de Lavalin à Cotonou que je pouvais, dans les années soixante et soixante-dix, communiquer rapidement avec mes collègues à l'Université d'Ottawa.

Le Canada s'est fait de nombreux amis en Afrique d'abord dans le cadre du Commonwealth et plus tard dans celui de la Francophonie. Mais le grand déclic a coïncidé avec l'Exposition universelle de Montréal de 1967 où sont venus presque tous les Chefs d'État africains. Ils y ont trouvé un pays jeune, lui-même ancienne colonie, qui en général les a surpris et fascinés, un État contrastant avec la Grande-Bretagne, la Belgique et la France mais où l'on parlait l'anglais et le français, un État nord-américain mais différent des États-Unis.

Ce furent de grands et nobles épanchements qui menèrent à de beaux embrasements et, quelques années plus tard, à quelques luttes de drapeaux à Libreville entre Québec et Ottawa, mais dans l'ensemble à des rapprochements qui poussèrent de nombreux pays Africains à ouvrir des ambassades à Ottawa --- on en compte 35 présentement --- et le Canada à multiplier ses projets d'aide en Afrique ainsi que ses interventions à l'occasion de plusieurs opérations de l'ONU pour le maintien de la paix dont la création avait été proposée par Lester B. Pearson en 1956 lors de la crise de Suez et qui lui valut le Prix Nobel de la Paix.

En plus de l'assistance au développement, dont je vous donne les statistiques dans les documents que vous avez en mains, les rapports du Canada avec l'Afrique ont crû

lentement sur le plan bilatéral ainsi que dans le cadre d'activités dites multilatérales. En fait, on a multiplié les échanges dans presque tous les domaines, notamment :

- 1) Sur le plan *commercial*, comme vous pouvez le constater en examinant le document à cette fin, les exportations canadiennes, excluant les services, sont composées surtout de blé, de produits aérospatiaux et dérivés ainsi que de machineries minières et forestières; ceux-ci vont prioritairement vers l'Algérie, le Maroc, le Ghana et l'Angola. Inversement, les importations viennent surtout de l'Algérie, l'Angola, le Nigéria, de l'Afrique du sud et de la Namibie. Il s'agit à 90% de pétrole et de gaz le reste étant des produits miniers et agricoles. D'ailleurs, on trouve maintenant au Canada quelques instituts, entités, chambres de commerce qui organisent des rencontres, publient des revues et documents pour stimuler les échanges canado-africains.
- 2) Sur le plan de l'*immigration* : alors qu'il y a une quarantaine d'années, on rencontrait très peu d'Africains à Montréal, on les compte par milliers aujourd'hui; les diasporas commencent à avoir pignon sur rue --- elles sont devenues actives en ce qui a trait à l'Égypte, au Maroc, à l'Algérie, au Mali, à la République démocratique du Congo --- pour mieux faire connaître leurs cultures, leur traditions, leurs religions. Depuis 1996, les pays d'où sont originaires le plus grand nombre d'immigrants sont par ordre d'importance : l'Égypte, le Maroc, l'Afrique du sud, l'Algérie, le Kenya, la Tanzanie, l'Éthiopie, la Somalie et le Ghana. Cinquante pour cent d'entre eux se sont installés en Ontario et environ 30% au Québec.
- 3) Au chapitre de l'*éducation* : nos cegeps et universités, à commencer par l'ENAP, ne peuvent accepter toutes les demandes d'inscriptions venant d'Afrique. Ce

serait l'objet d'une autre causerie. On trouve de plus en plus d'enseignants, originaires d'Afrique à tous les paliers de l'éducation. Ainsi, nous comptons maintenant plusieurs collègues universitaires africains.

- 4) Au plan *touristique*, on se rend compte que les choses ont vraiment décollé; l'établissement de liaisons directes avec divers pays africains stimulera encore plus ce phénomène.
- 5) Il en va de même au plan *culturel* où le nombre de colloques et de festivals, mettant en valeur des experts et des écrivains, des vedettes et des artistes africains ne cesse de croître. On commence à donner quelques enseignements sur l'Afrique dans nos universités. Vice versa, je suis toujours étonné par le nombre d'organismes québécois et canadiens qui ont mis en place des projets d'échanges et de coopération depuis les écoles secondaires, les infirmières et les médecins, les journalistes et les juristes, les économistes et les scientifiques, les ingénieurs et les policiers, les cités et villes, etc. D'ailleurs, je me réveille souvent aux petites heures du matin en écoutant Tam Tam Canada à Radio-Canada où interviennent beaucoup d'Africains. Quel changement avec le silence et la méconnaissance de l'Afrique, il a 50 ans! Mais admettons tout de même que l'Afrique demeure peu ou mal connue, au Québec et dans l'ensemble du Canada, à commencer par sa géographie elle-même.
- 6) Aux plans politique et stratégique, nous avons depuis un certain moment dépassé la période des embrassades officielles et découvert celle de quelques désagréables tiraillements. Le Canada n'a pas autant d'influence en Afrique qu'il en avait auparavant, du moins au plan politique et au chapitre du maintien de la paix. Des événements singuliers l'ont mis en lumière récemment. Deux de nos diplomates

ont été kidnappés au Sahel puis enfin libérés après plusieurs mois sans doute après le versement d'une rançon payée par des intermédiaires « non canadiens ». En second lieu, plusieurs États africains qui avaient promis d'appuyer l'élection du Canada au Conseil de Sécurité ne l'ont pas fait. Même si le montant de l'assistance à l'Afrique a globalement augmenté, la réduction du nombre des pays de concentration au chapitre de l'aide --- centrée maintenant sur l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Sénégal, le Soudan et la Tanzanie --- et les épanchements du gouvernement Harper envers Israël n'ont pas l'air de plaire, en particulier aux pays africains membres de la Conférence islamique. On redoute aussi la fermeture prochaine de certaines ambassades et bureaux du Canada en Afrique. Il y a du sable dans l'engrenage.

Certes, il faut éviter les déclarations à l'emporte-pièce sur l'état de ces relations, car il y a de plus en plus de *voix* et de *voies* dans l'évolution des rapports Canada-Afrique, à côté de plusieurs actions et réactions étonnantes et déconcertantes du présent gouvernement conservateur. À mes yeux, il reste beaucoup à faire même si l'Afrique trouve de plus en plus d'acteurs intéressés ici, à commencer par un nombre croissant d'entités publiques et privées. Ainsi, le gouvernement du Québec s'intéresse de plus en plus à l'Afrique, notamment par le truchement de la Francophonie. Ailleurs, on entend parler de grandes sociétés minières canadiennes œuvrant en Afrique et qui font l'objet de critiques acerbes, d'un nombre croissant d'entreprises qui continuent d'offrir des services et d'être impliquées dans de grands et moins grands travaux dans presque tous les pays africains, du Comité du Sénat qui a porté un verdict négatif sur l'aide canadienne en Afrique. On assiste à une augmentation rapide des immigrants, réfugiés, étudiants, artistes venant

d'Afrique alors que les médias canadiens traitent de plus en plus des évènements survenant là-bas. En dépit de tout cela, il faut bien admettre que les 50 années d'indépendance en Afrique n'ont pas eu d'échos retentissants au Canada.

En somme, si les relations canada-africaines n'ont cessé de croître au cours des 50 dernières années, la politique internationale paradoxale du gouvernement Harper, incluant celle à l'endroit de l'Afrique, comme je l'ai souligné lors du Congrès de l'Institut canadien d'administration publique en août dernier, me laisse inquiet et fort perplexe, tout comme la situation générale qui prévaut sur le continent africain. Peut-être que mon prochain séjour là-bas me fera changer d'avis. Pour être ou devenir plus, ou moins perplexe? On verra.

Je conclus avec deux proverbes africains. Le premier du Niger, pour m'encourager à passer rapidement à la période de questions, qui veut que « si on ne courait pas, personne ne nous suivrait ». Le second, d'origine de l'Afrique du Nord, lequel rappelle sagement « qu'un homme n'est vraiment savant que s'il ne méprise pas celui qui en sait moins que lui et s'il n'envie pas celui qui en sait plus que lui ». Dans cet esprit, je suis prêt à accueillir toutes les questions venant aussi bien de Gatineau, de Québec que d'ici à Montréal.

Louis Sabourin